



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AKWEL (ex MGI COUTIER)

2 RUE GUTENBERG
68800 Vieux-Thann

Références : 0006702253_2026_01_22_Akwel_Vieux_Thann_VI_SuivEch
Code AIOT : 0006702253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement AKWEL (ex MGI COUTIER) implanté 2 RUE GUTENBERG 68800 Vieux-Thann. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur le suivi des échéances, suite à des non conformités persistantes après mise en demeure qui ont donné lieu à un arrêté portant astreinte journalière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AKWEL (ex MGI COUTIER)
- 2 RUE GUTENBERG 68800 Vieux-Thann
- Code AIOT : 0006702253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AKWEL (ex MGI COUTIER) fournit des équipements et systèmes pour l'automobile.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

Référentiel utilisé :

- Arrêté préfectoral du 21 août 2000 portant autorisation d'exploiter au titre 1er du livre V du Code de l'environnement
- Arrêté du 02 mars 2022 portant mise en demeure à la société AKWEL de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 août 2000 portant autorisation d'exploiter,
- Arrêté du 15 mai 2024 portant mise en demeure à la société AKWEL à Vieux-Thann de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Vieux-Thann,
- Arrêté du 21 juin 2024 prescrivant une astreinte journalière à l'encontre de la société AKWEL à Vieux-Thann en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement,
- Arrêté du 14 avril 2025 portant liquidation partielle d'une astreinte administrative imposée à la société AKWEL en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement pour le site qu'elle exploite à Vieux-Thann (68).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux pluviales en zone véhicules légers	AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2	Prescription inadaptée	/
2	Eaux pluviales en zone poids lourds	AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte	3 mois
3	Rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Puits perdus	AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la mise en place de séparateurs à hydrocarbures pour le traitement des eaux susceptibles d'être polluées, l'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure à ce stade. Le traitement mis en place ne présente pas de garanties d'équivalence.

Pour ce qui concerne le confinement des eaux d'extinctions, l'exploitant a mis en œuvre une

solution alternative au bassin de confinement (confinement sur le quai, dans la cour arrière et en interne). Des justifications complémentaires sont nécessaires pour démontrer l'acceptabilité des dispositions mises en œuvre.

Enfin, pour ce qui concerne l'infiltration des eaux pluviales, en l'état il n'est pas justifié de l'acceptabilité des dispositifs et il ne peut être statué sur la mise en demeure. Un porter à connaissance est en préparation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales en zone véhicules légers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : <i>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé :</i> « Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter les valeurs limites en concentration définies ci dessous : - hydrocarbures : 10 mg/l Le rendement du dispositif devra être au moins égal à 80 % pour les MES et 75 % pour la pollution carbonée. »
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 27 juillet 2021 , il a été constaté l'absence de dispositif de type décanteurs - déshuileurs au niveau du réseau d'eaux pluviales. A la suite de cette visite d'inspection l'arrêté de mise en demeure du 2 mars 2022 a été notifié à l'exploitant. A la suite de la visite d'inspection du 6 mars 2024 , l'exploitant ne s'étant pas mis en conformité dans le délai imparti, l'arrêté portant astreinte journalière (de 50 € par jour) du 21 juin 2024 a été notifié à l'exploitant le 4 juillet 2024 . Lors de l'inspection du 26 février 2025 , il a été constaté que le site n'était toujours pas équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs, et l'exploitant déclarait que réaliser des travaux d'envergure n'était pas envisageable. Une solution alternative a été proposée par l'exploitant, en utilisant un coussin absorbant flottant, renouvelé trimestriellement, dont la fonction est de retenir les hydrocarbures. Dans son rapport du 31 mars 2025, l'Inspection indiquait que, compte tenu de l'évolution de la doctrine en matière de gestion des eaux pluviales (il n'est plus attendu de dispositif de traitement des hydrocarbures pour les eaux pluviales issues des zones de stationnement des véhicules légers si des eaux susceptibles d'être polluées ne peuvent y ruisseler par ailleurs, par cohérence avec les éléments précisés dans le guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510), il n'apparaît pas proportionné d'appliquer la présente prescription aux zones de stationnement des véhicules légers. Il était toutefois demandé à l'exploitant de justifier de

l'absence d'incidence de l'exploitation de ses installations sur la qualité des eaux souterraines.
Par courriel du 15 janvier 2026 , l'exploitant a transmis les résultats des trois premiers trimestres 2025 s'agissant des contrôles des eaux résiduaires ; ces résultats sont conformes sur le paramètre hydrocarbures. L'Inspection s'interroge toutefois quant à la représentativité des échantillons prélevés.
Par courriel du 28 janvier 2026, l'exploitant a communiqué le rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines daté du 02 juin 2025. Il conclut à l'absence d'incidence de l'installation sur la qualité des eaux souterraines.
Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le site du parking véhicules léger, avec les coussins absorbants précités. L'exploitant déclare changer ces coussins tous les 3 mois. Les coussins neufs sont présentés. L'exploitant déclare que les coussins usagés sont éliminés via une filière d'élimination des déchets dangereux.
Pour ce qui concerne la zone de stationnement de véhicules légers, la présente prescription n'est pas adaptée. Un arrêté de prescriptions complémentaires sera proposé ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Prescription inadaptée

N° 2 : Eaux pluviales en zone poids lourds

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé :</i></p> <p>« Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter les valeurs limites en concentration définies ci dessous :</p> <p>- hydrocarbures : 10 mg/l</p> <p>Le rendement du dispositif devra être au moins égal à 80 % pour les MES et 75 % pour la pollution carbonée. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 27 juillet 2021, il a été constaté l'absence de dispositif de type décanteurs - déshuileurs au niveau du réseau d'eaux pluviales.</p> <p>A la suite de cette visite d'inspection l'arrêté de mise en demeure du 2 mars 2022 a été notifié à l'exploitant.</p> <p>A la suite de la visite d'inspection du 6 mars 2024, l'exploitant ne s'étant pas remis en conformité dans le délais imparti, un arrêté portant astreinte journalière (de 50 € par jour) a été notifié à l'exploitant. Cet arrêté a été signé le 21 juin 2024 et notifié à l'exploitant le 4 juillet 2024.</p> <p>Lors de la visite du 26 février 2025, il a été constaté au niveau du quai de chargement et de l'aire de dépotage, la présence d'un dispositif visant à prévenir les pertes de granulés plastiques au</p>

niveau des avaloirs. L'exploitant avait déclaré que des coussins absorbants hydrocarbures en polypropylène ont été mis en place dans les ouvrages d'infiltration.

Il avait été indiqué dans le rapport du 31 mars 2025, que ce type de dispositif n'est pas adapté pour traiter les eaux de ruissellement issues des zones susceptibles d'être polluées, dont notamment les zones de circulation ou de stationnement des poids lourds.

A ce titre, il avait été constaté que l'exploitant ne s'était pas conformé à la prescription, et il avait été procédé à une liquidation partielle de l'astreinte journalière, par arrêté préfectoral du **14 avril 2025**.

Il a été constaté que le dispositif mis en œuvre par l'exploitant n'a pas évolué depuis le contrôle précédent et que les remarques de l'Inspection n'ont pas été prises en compte.

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le quai de chargement / déchargement accessible aux poids lourds. L'exploitant déclare changer les coussins absorbants tous les 3 mois, et les gérer ensuite par la filière adaptée en tant que déchets dangereux.

Par ailleurs, l'exploitant déclare avoir mis en place au niveau de la zone poids lourds une vanne permettant d'y confiner les effluents qui pourraient s'y trouver en cas d'incidents. Cette vanne est à commande manuelle, manipulable au moyen d'un outil situé à proximité. Ces éléments sont contrôlés in situ.

La zone est également équipée de plaques lestées amovibles, permettant d'isoler la partie basse du quai afin d'anticiper un éventuel incident lors des manœuvres des camions.

L'exploitant déclare que le personnel est formé à manipuler ces éléments en cas de déversement accidentel ou en cas de besoin de rétention des eaux d'incendie (point n°3 du présent rapport).

La surface de la zone à destination des poids lourds (quais de chargement) est d'une surface de 150 m².

Par courriel du **15 janvier 2026**, l'exploitant a transmis les résultats des trois premiers trimestres 2025 s'agissant des contrôles des eaux résiduaires ; ces résultats sont satisfaisants concernant les hydrocarbures. L'Inspection émet toutefois des réserves quant aux modalités de prélèvement des échantillons et s'interroge quant à leur caractère représentatif.

Par courriel du 28 janvier 2026, l'exploitant a communiqué le rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines daté du 02 juin 2025. Il conclut à l'absence d'incidence de l'installation sur la qualité des eaux souterraines.

L'abattement associé au dispositif mis en place n'a pas été communiqué pour les MES et les polluants carbonés.

La fiche technique associée au produit (coussins absorbants hydrocarbures en polypropylène) précise qu'il est adapté aux applications suivantes :

- récupérer des fuites importantes de polluant lors d'un déversement ;
- en prévention de fuites ou égouttures ;
- récupérer une fuite, un déversement dans vos ateliers, zones de stockage, sous une machine,
- en intérieur comme en extérieur, même par temps de pluie.

Au regard de ces éléments, l'usage réalisé par l'exploitant n'est pas prévu.

En outre, la fiche technique ne précise pas de critère de performance (abattement, ...) précisant la capacité des dispositifs.

A ce stade, le dispositif mis en œuvre par l'exploitant ne présente pas de garanties d'équivalence par rapport au dispositif prévu.

Par ailleurs, il n'existe pas de dispositif particulier au niveau de l'aire de dépotage située à

<p>proximité des silos à l'ouest de l'installation au niveau du parking véhicules légers.</p> <p>A la suite de ces constats, il apparaît que l'exploitant a mis en œuvre un dispositif au niveau de son réseau d'eaux pluviales. Celui-ci a été complété par des mesures visant à prévenir les conséquences en situation accidentelle (ex : fuite importante) au niveau des quais de chargement. Toutefois, le dispositif mis en place par l'exploitant pour traiter les eaux pluviales n'est pas reconnu équivalent à un séparateur à hydrocarbures et n'est pas prévu pour l'usage qui en est fait. De plus, les dispositions complémentaires mises en œuvre ne sont pas adaptées à la prévention des risques chroniques (ex : par lessivage d'égouttures d'hydrocarbures présentes au sol).</p> <p>Dans ces conditions, il ne peut pas être considéré que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p> <p>Il est proposé une liquidation partielle de l'astreinte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant</p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire réaliser une étude technico-économique relative à la mise en œuvre de solutions adaptées et reconnues pour le traitement des eaux résiduelles.</p> <p>Il est attiré l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il existe des alternatives aux séparateurs à hydrocarbures (ex : aquatextile oléo-dépolluant).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : demande de justificatif à l'exploitant, liquidation d'astreinte,</p>
<p>Proposition de délai : 3 mois</p>

N° 3 : Rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2d. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé :</i></p> <p>« Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 270 m³.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 1^{er} février 2022, il a été constaté l'absence de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie ou d'incident, le volume prescrit étant de 270 m³.</p> <p>A la suite de cette visite d'inspection l'arrêté de mise en demeure du 2 mars 2022 a été notifié à l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 26 février 2025, il a été constaté que la rétention prescrite n'était toujours pas mise en place. L'exploitant déclare avoir fait établir des devis pour la pose de batardeaux afin de réaliser une rétention interne aux deux bâtiments principaux. Les volumes potentiellement confinés ne sont pas connus. L'exploitant avait par ailleurs déclaré que la fosse</p>

constituée par le quai de chargement, d'un volume de 270 m³ serait aménagée afin de recevoir un système d'obturation.

A ce titre, il avait été statué que l'exploitant ne s'était pas conformé à la prescription, et il avait été procédé à une liquidation partielle de l'astreinte journalière, par arrêté préfectoral du 14 avril 2025.

Par courriel du **15 janvier 2026**, l'exploitant a déclaré que les batardeaux sont désormais installés depuis le **16 août 2025**, et qu'un essai de mise en place a déjà été réalisé.

Il a déclaré que le volume total de la rétention disponible est de 1800 m³, et a transmis la fiche décrivant le mode opératoire de mise en place, à destination du personnel. Un exercice est programmé chaque trimestre, avec mise en place de ces matériels, qui sont vérifiés à cette occasion.

Au cours du contrôle, l'exploitant a précisé que la rétention est constituée par le quai de chargement, la cour arrière et la rétention interne délimitée par les batardeaux.

Il a été indiqué que le volume constitué par le quai de chargement et la cour représente 190 m³, sans que ce volume soit justifié.

Le volume susceptible d'être contenu dans les bâtiments par les batardeaux n'a pas été précisé.

En l'état, le volume de rétention disponible n'est pas justifié.

Lors de la visite d'inspection, il est procédé à la mise en place de plusieurs batardeaux, il en ressort que :

- le matériel est disponible (batardeaux + matériel de serrage),
- la procédure est affichée au droit de chaque ouverture,
- un numéro est apposé sur chaque batardeau, qui correspond au numéro de l'ouverture associée.

Concernant les batardeaux, l'Inspection s'interroge sur les points suivants :

- la résistance au feu des dispositifs ;
- l'accessibilité des zones où sont situés les batardeaux en cas d'incendie dans les zones d'entreposage (est-ce que la manipulation des dispositifs au niveau des ouvertures est possible compte tenu des flux thermiques potentiels en cas d'incendie).

L'exploitant a par ailleurs ajouté deux vannes d'isolement, afin de contenir les eaux dans l'enceinte du site. Ces vannes font partie des éléments de sécurité, et à ce titre sont vérifiées à chaque exercice incendie trimestriel.

Une procédure est également en place afin que le personnel (en heures ouvrables) ou le cadre de permanence (heures non ouvrables) soient formés à l'utilisation des vannes et des batardeaux.

La taille et le poids des éléments sont tels qu'ils sont manœuvrables par une personne seule.

Toutefois, compte tenu du nombre d'équipements à manipuler, l'Inspection s'interroge sur le délai de mise en place de l'ensemble des dispositifs nécessaires (batardeaux, vannes) et sa compatibilité avec la maîtrise d'un incendie.

L'exploitant est également dans l'attente d'une réponse du Service d'Incendie et de Secours afin de leur présenter le protocole.

Au regard des éléments précités, des éléments complémentaires sont nécessaires pour statuer sur la conformité à la mise en demeure.

Demande à formuler à l'Inspection

Il appartient à l'exploitant de justifier :

- le volume total de confinement disponible (en précisant les modalités de calcul et les plans associés) ;
- que la solution proposée est adaptée au regard :
 - du délai de mise en œuvre (durée et nombre de personnes nécessaires hors heures ouvrées notamment) ;
 - des caractéristiques de résistance au feu des batardeaux s'ils sont susceptibles d'être exposés à des flux thermiques importants ;
 - de la possibilité de manœuvrer les batardeaux au regard des flux thermiques potentiels au niveau des zones où ils sont à positionner.

Il sera statué sur le respect de la mise en demeure à réception de ces éléments.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant,

Proposition de délai : 1 mois

N° 4 : Puits perdus

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 sus-visé :

« [...] tout autre rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit[...] »

Constats :

Pour mémoire l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2000 interdit le rejet des eaux de quelque nature que ce soit dans des puits perdus.

Au cours du contrôle du **06 mars 2024**, il a été constaté la présence de puits qualifiés de puits perdu. L'exploitant a été mis en demeure par arrêté du **15 mai 2024** de se mettre en conformité sur ce point.

Il est à noter que l'exploitant a déposé un porter à connaissance le 11 octobre 2017, dans lequel les puits étaient dénommés « puits d'infiltration ». Ce porter à connaissance a donné lieu à une demande d'informations complémentaires et son instruction n'a pas été menée à son terme.

Lors de l'inspection du **26 février 2025**, l'exploitant ne s'est pas remis en conformité, il lui a été demandé de préciser les caractéristiques techniques des puits, et de justifier leur nature et leur dimensionnement, avec un délai de 2 mois.

Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches relatives à la constitution d'un porter à connaissance comportant notamment ce point.

Au regard des démarches engagées, et des sanctions imposées pour ce qui concerne le traitement

<p>des eaux pluviales, il n'est pas proposé de sanctions à ce stade pour ce point de contrôle. Toutefois, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'infiltration des eaux pluviales ne pourra être acceptable que sous réserve de la mise en place d'un traitement adapté des eaux susceptibles d'être polluées avant infiltration (en lien avec le constat 2 du présent rapport) et de la justification d'un dimensionnement adapté des dispositifs.</p> <p>A réception du porter à connaissance, un arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé en fonction des éléments d'appréciation transmis dans le dossier. Les suites à donner à ce point seront déterminées après instruction du dossier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant</p> <p>Il appartient à l'exploitant de communiquer, dans les meilleurs délais, un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>